

Les détenteurs de doctorat en histoire se dénichent un emploi aux États-Unis ... en quelque sorte. Qu'en est-il pour le Canada?

Par Robert Talbot

Une nouvelle étude commandée par l'American Historical Association vient d'être publiée et devrait être d'un grand intérêt pour les historiens des deux côtés de la frontière. « The Many Careers of History PhDs: A Study of Job Outcomes », de L. Maren Wood et Robert B. Townsend, examine un échantillon d'emplois de 2 500 titulaires d'un doctorat en histoire qui ont été obtenus aux États-Unis entre 1998 et 2009. (Vous pouvez lire le rapport complet au : http://www.historians.org/Documents/Many_Careers_of_History_PhDs_Final.pdf.)

Les deux chercheurs principaux étaient bien placés pour faire cette recherche. Maren Wood est originaire du sud de l'Alberta qui, après avoir obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université de Lethbridge, a complété sa maîtrise en histoire britannique à l'Université Carleton et a obtenu un doctorat en histoire américaine de l'Université de la Caroline du Nord à Chapel Hill. En 2012, Wood a fondé le Lilli Research Group dans le but de travailler avec des organismes et des programmes d'études supérieures pour suivre les carrières et comprendre les pratiques d'emploi de titulaires de doctorat et de fournir des services de perfectionnement professionnel pour ceux qui cherchent à faire carrière dans un domaine autre que le professorat. Wood cherchait depuis longtemps à mieux comprendre l'emploi de titulaires de doctorat après leur départ de l'université. Quand elle a décidé d'explorer ses propres options de carrière dans un domaine autre que le corps professoral, elle a constaté qu'il y avait très peu d'informations disponibles pour l'aider à choisir. Comme l'explique Wood, « fournir des données précises sur l'emploi est essentiel pour aider les titulaires de doctorat à (a) évaluer la probabilité de décrocher un emploi menant à la permanence (b) aider les professeurs et les étudiants à comprendre la nature changeante du marché du travail dans les universités et (c) permettre aux titulaires de faire des choix de carrière éclairés et de démontrer qu'il existe des moyens efficaces d'utiliser leur éducation et formation à l'extérieur du milieu universitaire. »

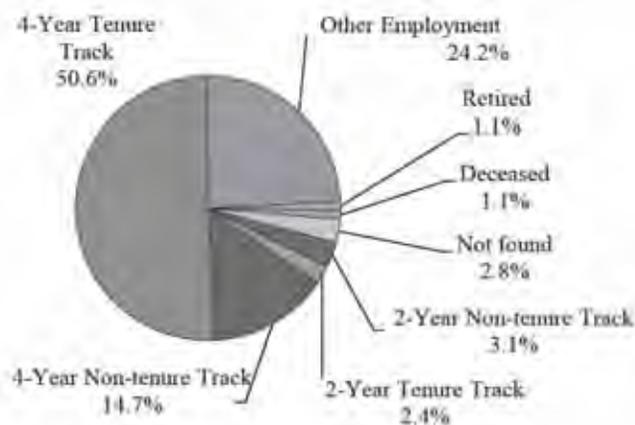
Pour sa part, Rob Townsend a été directeur adjoint de l'AHA jusqu'à l'été dernier, lorsqu'il est devenu le directeur du bureau de l'American Academy of Arts and Sciences à Washington. Tout en travaillant à l'AHA, il a obtenu son doctorat en histoire américaine à l'Université George Mason. Il a récemment publié son livre, *History's Babel: Scholarship, Professionalization, and the Historical Enterprise in the United States* (University of Chicago, 2013). Au cours de ces vingt-quatre années à l'AHA, Townsend a passé beaucoup de temps à suivre les historiens qui se retrouvent dans le milieu universitaire, mais était profondément frustré par le manque de données rigoureuses sur les titulaires de doctorat en

histoire qui exercent d'autres professions. Il a donc saisi l'occasion de collaborer à cette initiative pour aider à combler cet écart.

Dans l'ensemble, les résultats de Wood et l'étude de Townsend peuvent être interprétés soit comme étant un « verre à moitié plein » ou un « verre à moitié vide. » La bonne nouvelle est que le taux d'emploi des 2 500 titulaires de doctorat en histoire observé est exceptionnellement élevé (voir figure 1). Il n'y a que deux personnes qui semblaient être au chômage alors qu'approximativement 5% étaient soit à la retraite, décédés, ou leur condition d'emploi était indéterminée. Ainsi, au moins 95% de ceux-ci avaient un emploi. De plus, la grande majorité des titulaires de doctorat en histoire américaine étaient employés dans un poste lié à leur domaine de recherche. Un peu plus de la

Les universités et collèges américains comptent de plus en plus sur les chargés d'enseignement qui sont moins bien rémunérés, avec peu d'avantages et qui doivent vivre de contrat à contrat. Il semblerait que la situation soit la même dans les institutions postsecondaires canadiennes.

Figure 1: Employment Sector or Status of Sample History PhDs, 1998 to 2009

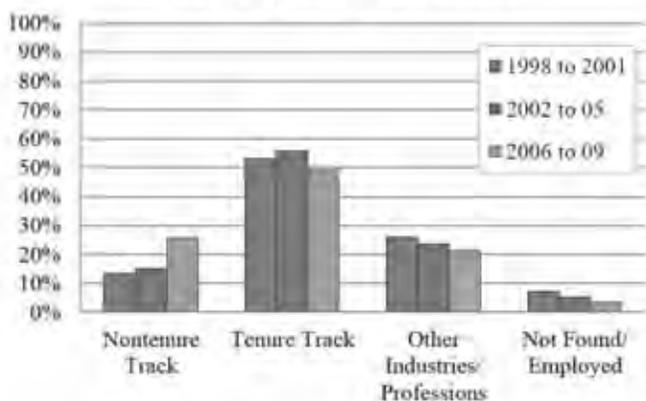


moitié étaient dans des postes menant à la permanence dans des établissements postsecondaires – 50,6 % dans les universités et 2,4% dans les collèges. Une personne sur six était employée dans un poste ne menant pas à la permanence – 14,7% dans une université et 3,1% dans un collège. Un autre 24,2 % avaient un emploi dans d'autres domaines, dont 4,4% étaient des travailleurs ou des chercheurs indépendants, 4% au gouvernement, 3,3% en administration universitaire, 3,3% dans un organisme à but non lucratif, 3% dans le monde des affaires, 2,9% en éducation primaire et secondaire et 1,4% dans une bibliothèque, un musée ou des archives.

À bien des égards, cette vue d'ensemble est encourageante et donne raison à ceux et celles qui prônent le bien-fondé de faire un doctorat en histoire malgré le scepticisme populaire envers l'utilité d'un tel diplôme. Comme d'autres études l'ont souligné, environ sept doctorants américains sur dix espèrent devenir professeurs, et 70,8% des diplômés en histoire (entre 1998 et 2009) considérés par Wood et Townsend ont fait exactement cela, avec un autre 24,2 % employés dans des postes qui ne cadrent pas avec ceux qui sont souvent cités dans « des blagues sur l'emploi de titulaires de doctorat en sciences humaines, tel que les baristas ou cuisiniers de repas-minute. » En regardant ces résultats de plus près, Wood et Townsend ont également constaté que, « quel que soit le secteur de l'emploi ou le statut, ... 75 % des titulaires de doctorat de l'échantillon avaient travaillé dans une certaine mesure comme historiens – soit comme enseignants ou auteurs d'articles et de livres d'histoire – au cours des cinq années précédentes. »

Maintenant, pour la moins bonne nouvelle : les résultats de l'étude révèlent également une cause de préoccupation, à savoir, moins de stabilité dans le marché du travail pour ceux qui cherchent un poste de professeur. Parmi les titulaires d'un doctorat ayant obtenu leur diplôme entre 1998 et 2001, 13,5 % étaient dans des positions ne menant pas à la permanence (voir figure 2).

Figure 2: Employment of History PhDs, by Degree Cohort



Pour ceux qui ont obtenu leur diplôme entre 2006 et 2009, le taux a presque doublé, à 25,6%. (On se demande ce que les résultats de l'après Grande récession pourraient être. Cependant, et ce afin d'assurer la fiabilité de l'échantillon, Wood et Townsend ont limité leur étude à des titulaires de doctorat en histoire qui avaient bénéficié de quelques années pour établir leur carrière, d'où la date de fin d'étude établie à 2009). Plutôt que de créer des postes menant à la permanence pour répondre aux exigences d'un nombre croissant d'étudiants en histoire, les données suggèrent que les universités et collèges américains comptent de plus en plus sur les chargés d'enseignement qui sont moins bien rémunérés, avec peu d'avantages et qui doivent vivre de contrat à contrat. Il semblerait que la situation soit la même dans les institutions postsecondaires canadiennes. L'émission «The Current» de CBC Radio a récemment examiné l'écart inquiétant du revenu et de la qualité de vie entre les professeurs titulaires et les enseignants contractuels. Certains chargés de cours ont de la peine à subsister et même que leur emploi est rarement garanti au-delà d'un ou deux semestres. (Vous pouvez écouter l'analyse au <http://fw.to/mthUcOl>).

La plus grande révélation de l'étude de Wood et Townsend est peut-être de savoir qu'elle a été relativement peu coûteuse et facile à mener. Les chercheurs n'ont pas eu à procéder à une seule entrevue – toutes les données ont été tirées du répertoire de l'AHA et d'information accessible à tous sur la toile ; d'universités, de compagnies, ou d'organisation et de répertoires et même de Facebook, articles de journaux et blogs personnels. Cela soulève une possibilité très intéressante : étant donné le faible coût et la facilité relative avec lesquels la recherche a été complétée, il serait possible pour des départements d'histoire de mener leurs propres études pour savoir le type d'emploi que leurs récents diplômés de doctorat obtiennent. Des études au niveau du département ne plairaient probablement pas à tous. Il est souhaitable qu'un désir de mieux comprendre le cheminement des diplômés – et d'adapter les programmes de doctorat en conséquence – sache convaincre ceux qui s'inquièteraient sur ce que ces études pourraient révéler. D'ailleurs, ne devrait-on pas informer les doctorants potentiels sur ce qui les attend au bout de 4 à 6 ans d'études avant qu'ils choisissent l'université où ils comptent faire leur doctorat ou de ne pas le faire du tout, une décision qui changera leur parcours de vie?

Tout cela soulève la question : Pourquoi ne pas mener une étude similaire sur les titulaires de doctorat en histoire au Canada ? La SHC et Maren Bois aimeraient le faire, peut-être avec le soutien financier du CRSH. Il serait souhaitable qu'une telle proposition soit acceptée. Pour ma part, je serais très intéressé à lire ce genre de rapport.

Les figures 1 et 2 sont publiés avec l'autorisation de la American Historical Association.